

La France recule !

....au 18^e rang des pays de L'OCDE en PIB par habitant !

Paru le 15 janvier 2002 dans le Monde

Par Michel Godet¹

Comment gagner à coup sûr un pari auprès de hauts fonctionnaires et d'économistes très distingués ? Il suffit de leur annoncer que les Irlandais ont un revenu par tête supérieur de 20 % à celui des Français alors qu'en 1990 leur PIB par habitant était inférieur de 27% % au nôtre ! Pour évacuer le doute et susciter l'interrogation, il faut rappeler la tendance : la France recule au sein des pays de L'OCDE et cela depuis le début des années 80. ! La réduction du temps de travail ne permet pas d'espérer un revirement de tendance : ce n'est pas en ramant moins qu'on avance plus vite !

Ainsi, la France a reculé ces dernières années par rapport à ses principaux partenaires en termes de niveau de vie par habitant (PIB exprimé par tête en parité de pouvoir d'achat). Elle se situe désormais, au dix-huitième rang des pays des 28 pays de l'OCDE, juste derrière la Finlande, l'Italie, la Grande-Bretagne, l'Allemagne réunifiée et largement devancée par l'Irlande placée en dixième position juste derrière le Japon².

Le score de l'Irlande s'explique par des taux de croissance annuels du PIB par tête, supérieurs à 6,5% par an contre seulement 1,3 % pour la France dans les années 90 , soit guère plus que le Japon et l'Allemagne, les lanternes rouges des pays de l'OCDE . Quel contraste avec la Grande-Bretagne, l'Espagne, le Portugal et les Etats-Unis qui caracolent dans le peloton de tête avec des taux de croissance supérieurs à 2,3 % !

Ce recul relatif de la France n'est pas nouveau déjà dans les années 80 elle figurait, avec 1,9 % de croissance du PIB tête, en queue du peloton européen à 2,3% en moyenne et loin derrière les Etats-Unis à 2,60% et le Japon flamboyant à 3,4%. Songeons que l'Américain moyen a aujourd'hui un niveau de vie une fois et demie supérieur à celui d'un Français contre seulement un tiers en plus en 1980 !

C'est la Grande-Bretagne des réformes libérales et des services, qui nous a devancé, avec un poids réduit de l'industrie dans le PIB. Quel contraste encore avec l'Allemagne rendue plus sensible aux aléas de la conjoncture internationale en raison même de sa spécialisation dans les activités industrielles !

¹ Professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers. www.cnam.fr/lips/

² Cf La nouvelle économie : mythe ou réalité. Le rapport de l'OCDEde sur la croissance. OCDE 2001
Ainsi que la base de données de Rexecode.

La croissance américaine a été, en moyenne dans les années 90, supérieure de 1,4 % à celle de l'Europe, contre seulement 1,1 % dans les années 80. Pour expliquer cette différence entre les deux rives de l'Atlantique, certains avancent une lecture technologique qui reste à prouver. Une explication plus simple de nature démographique s'impose : dans les années 90 la population des Etats-Unis a augmenté de 23 millions, celle de l'Europe de 12 millions et celle du Japon de 4 millions d'habitants !

Depuis 1980, l'écart de croissance du PIB par tête (en parité de pouvoir d'achat) entre les deux côtés de l'Atlantique est beaucoup plus faible qu'en volume : il n'est que de 0,3 % pour les années 80 et de 0,7 % pour les années 90. L'écart supplémentaire de 0,4 % par tête et par an s'explique peut-être par l'innovation plus soutenue mais aussi par des changements de méthode de calcul du PIB aux Etats-Unis.

Malgré sa vitalité démographique meilleure que celle de ses principaux partenaires européens, la France n'améliore pas son rang dans le classement des pays en fonction de la croissance du PIB en volume. Pour les années 90, cette dernière s'élève à 1,7 %, pour une moyenne communautaire de 2%, alors que celle de l'Irlande, champion d'Europe de la fécondité, atteint des sommets asiatiques à 7,5 %. Au passage, on peut se demander s'il est toujours justifié que l'Irlande bénéficie des fonds structurels européens, au titre du rattrapage ! Au rythme où vont les choses, il faudra, bientôt peut-être, se poser le même genre de question pour le Portugal qui nous rattrape à la vitesse du cheval au galop.

Deux autres constats méritent d'être relevés les vingt dernières années d'évolution du PIB :

- une tendance aussi ancienne que méconnue : les petits pays européens enregistrent des performances bien meilleures que celles des plus grands. Comme si l'étroitesse du marché intérieur incitait les entreprises à être plus compétitives pour conquérir des marchés extérieurs.

-pour les Etats-Unis comme pour l'Union Européenne, la croissance moyenne du PIB par habitant des années 90 (respectivement 2,4 % et 1,7 %) a été significativement inférieure à celle des années 80 (respectivement 2,6 % et 2,3 %). On se demande vraiment quelle mouche a piqué les analystes pour parler en chœur de nouvelle économie³ !

En réalité, le phénomène de longue prospérité des Etats-Unis n'était pas si exceptionnel qu'on l'a dit. Depuis 1960, les Etats-Unis ont connu d'autres phases longues de croissance encore plus soutenues : 9 ans entre 1961 et 1969, 5 ans entre 1975 et 1979, 7 ans entre 1982 et 1989, interrompues par des phases de récession courtes de l'ordre d'une année ou deux en moyenne.

³ Nous avons analysé ce mirage collectif dans : " Nouvelle croissance ou vieilles lunes ? " Futuribles N° 257 Octobre 2000.

Grâce à la monnaie unique, l'Europe tourne d'abord en phase avec elle-même, l'essentiel de ce qui y est produit est consommé sur place. L'euro a certes connu une dévaluation de 25 % par rapport au dollar, mais qui se plaindra de cette dévaluation compétitive qui a finalement permis à l'Europe de retrouver le sentier de la croissance et de créer des emplois.

La France a ainsi créé environ 1,5 million d'emplois marchands depuis la fin 1996. Mais le lien avec la RTT est loin d'être évident. Comme le relèvent les analystes de Rexecode : "entre 1997 et 2000, un point de croissance s'est accompagné de 0,4 point d'emploi au Royaume-Uni, de 0,5 point d'emploi en France et en Allemagne , de 0,7 point d'emploi en Italie et de 1 point d'emploi en Espagne (...) les créations d'emplois s'expliquent" par l'enrichissement de la croissance en emplois (sous l'effet de la modération salariale notamment et des baisses de charges) et de la reprise de la croissance européenne depuis 1996"⁴,

La France toujours soucieuse d'exception est le seul pays développé où le chant des cigales est encouragé et le travail supplémentaire des fourmis pénalisé. Sur cent français en âge de travailler, soixante-deux ont effectivement un emploi contre plus de 65 allemands et plus de 70 anglais, portugais ou Suédois et près de 75 américains. Dans ces derniers pays, il y a deux fois moins de congés par an et la durée hebdomadaire de travail dépasse les 41 heures. C'est bien le travail et l'activité qui créent l'emploi car c'est aussi dans ces pays "fourmis" que le taux de chômage est le plus faible. Comme dans le sport, c'est par l'effort et l'entraînement que l'on devient champion et non par l'oisiveté. Avec le tournant démographique de 2006 et les pénuries de professionnels qui s'annoncent, les Français devront retrouver le chemin de l'effort pour ne pas trop se serrer la ceinture et déchanter après l'été de la réduction du temps de travail. Il faudra certainement ramer au moins autant que nos voisins, c'est-à-dire plus qu'aujourd'hui pour ne pas reculer !

6980 signes espaces compris

⁴ cf. Michel Didier et Michel Martinez : "Réduction du temps de travail et emploi", *Revue Rexecode*, n° 72, troisième trimestre 2001.